

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

17 AVRIL 2013

**Voyage d'étude en Égypte et en Tunisie
du 11 au 16 mars 2012**

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
PAR

**M. BOUSETTA
ET MME TALHAOUI**

I. INTRODUCTION

Dans le cadre des travaux sur la position des femmes dans la zone euro-méditerranéenne (voir doc. Sénat, n° 5-850), le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a décidé d'organiser un voyage d'étude en Égypte et en Tunisie.

Une délégation du Comité d'avis s'est rendue en Égypte du 11 au 13 mars 2012 et en Tunisie du 13 au 16 mars 2012. La délégation était composée de Mme Nele Lijnen (présidente), M. Hassan Bousetta (vice-président), Mme Fatiha Saidi, Mme Fauzaya Talhaoui,

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

17 APRIL 2013

**Studiereis naar Egypte en Tunesië van 11
tot 16 maart 2012**

VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITÉ
VOOR GELIJKE KANSEN VOOR
VROUWEN EN MANNEN
UITGEBRACHT DOOR

**DE HEER BOUSETTA
EN MEVROUW TALHAOUI**

I. INLEIDING

In het kader van de werkzaamheden rond de positie van de vrouwen in de euromediterrane zone (zie stuk Senaat nr. 5-850) besloot het Adviescomité voor Gelijke Kansen voor vrouwen en mannen om een studiereis te organiseren in Egypte en Tunesië.

Een delegatie van het Adviescomité was in Egypte van 11 tot 13 maart 2012 en in Tunesië van 13 tot 16 maart 2012. De delegatie was samengesteld door: mevrouw Nele Lijnen (voorzitster), de heer Hassan Bousetta (ondervoorzitter), mevrouw Fatiha Saidi,

Composition du Comité d'avis / Samenstelling van het Adviescomité :

Présidente / Voorzitter : Nele Lijnen.**Membres / Leden :**

N-VA
PS
MR
CD&V
sp.a
Open Vld
Vlaams Belang
Écolo
cdH

Bart De Nijn, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs.
Hassan Bousetta, Fatiha Saidi, Fabienne Winckel.
Jacques Brotchi, Dominique Tilmans.
Sabine de Bethune, Els Van Hoof.
Leona Detiège, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen.
Yves Buysse.
Zakia Khattabi.
André du Bus de Warnaffe.

M. Richard Miller et M. Rik Torfs. Le programme complet de ce voyage d'étude est annexé au présent rapport, qui reproduit en substance les divers témoignages recueillis sur place par la délégation, et non l'opinion du Comité d'avis concernant le dossier à l'examen.

Les rapporteurs ont été officiellement désignés lors de la réunion du comité du 22 mai 2012. Il s'agit de Mme Talhaoui et de M. Bousetta.

II. RAPPORT

A. Période de transition

En Égypte, la manière dont les femmes ont été traitées pendant la période de transition fait l'objet de nombreuses critiques. Les femmes n'ont guère été invitées à participer aux différentes formes de dialogue national organisées par les gouvernements de transition successifs. Le Comité constitutionnel, qui a élaboré une série de dispositions constitutionnelles transitoires au sortir de la révolution, ne comptait pas une seule femme. Le quota de femmes au Parlement a été supprimé. Pas une seule femme ne siège au Conseil suprême des forces armées (*Supreme Council of the Armed Forces* — SCAF) et seulement deux femmes font partie du gouvernement actuel (contre trois dans le gouvernement précédent, où elles étaient en charge des Affaires sociales, de la Politique scientifique, et de la Planification et de la Coopération internationale). Chaque parti était tenu de présenter au moins une femme sur sa liste de candidats aux élections législatives (qui se sont étalées du 28 novembre 2011 au 10 janvier 2012), mais il était libre de choisir la place qu'il lui attribuait sur la liste.

Seuls dix des cinq cent huit sièges de l'Assemblée du Peuple, soit 2 %, ont été attribués à des femmes. Parmi ces femmes, sept ont été élues et trois désignées par le Conseil suprême des forces armées, qui, en tant que chef de l'État, peut désigner dix personnes.

Dans les deux Chambres, le pourcentage total de sièges détenus par le Parti de la Liberté et de la Justice (des Frères musulmans) et le parti *El Nour* (de tendance salafiste) tourne autour de 75 %. L'on ignore encore quelles seront précisément les conséquences de cette composition sur la législation susceptible d'affecter les femmes. Le programme du parti des Frères musulmans, le Parti de la Liberté et de la Justice, prévoit notamment un retrait de la Convention pour l'élimination des discriminations à l'encontre des femmes (CEDAW) et de la Convention relative aux droits de l'enfant.

En rencontrant une délégation des deux chambres du Parlement égyptien, la délégation du comité d'avis a pu se rendre compte qu'il peut parfois être difficile

mevrouw Fauzaya Talhaoui, de heer Richard Miller en de heer Rik Torfs. Het volledig programma van de studiereis gaat als bijlage. Dit verslag weerspiegelt de teneur van de verschillende getuigenissen die de delegatie kon verzamelen tijdens de studiereis en niet de mening van het adviescomité inzake dit dossier.

Tijdens de vergadering van het comité van 22 mei 2012 werden mevrouw Talhaoui en de heer Bousetta officieel aangewezen als rapporteurs.

II. VERSLAG

A. Transitieperiode

In Egypte is er veel kritiek op de wijze waarop de vrouwen tijdens de transitie worden behandeld. Zij werden niet of amper uitgenodigd tot de verschillende vormen van nationale dialoog die de opeenvolgende overgangsregeringen voerden. Er was geen enkele vrouw lid van het Grondwettelijk Comité dat vlak na de revolutie enkele grondwettelijke overgangsregelingen uitwerkte. Het quota voor vrouwen in het Parlement werd afgeschaft. In de Heersende Militaire Raad (*Supreme Council of the Armed Forces* — SCAF) zetelt geen enkele vrouw, de huidige regering telt er twee (drie in de voormalige: Sociale Zaken, Wetenschappelijk Onderzoek en Planning en Internationale Samenwerking). Voor de verkiezingen (28 november 2011-10 januari 2012) was elke partij verplicht minstens één vrouw op zijn lijst op te nemen, zonder te specificeren op welke plaats.

Slechts 2 % van de zetels in de Volksvertegenwoordiging ging naar vrouwen (tien vrouwen op vijfhonderdenacht parlementairen). Zeven van hen werden verkozen, drie aangesteld door de heersende Militaire Raad die als staatshoofd tien personen mag aanduiden.

In beide Kamers bedraagt het percentage van de zetels van de *Freedom and Justice Party* (Moslimbroeders) samen met de *El Nour* Partij (salafistische strekking) zo'n 75 %. Het is nog niet duidelijk welke gevolgen deze samenstelling zal hebben op de wetgeving die een impact kan hebben op vrouwen. Het programma van de partij van de Moslimbroeders, de *Freedom and Justice Party*, voorziet onder andere een terugtrekking uit CEDAW en de Conventie voor de rechten van het kind.

Door een ontmoeting met de twee kamers van het Egyptische Parlement, heeft de vertegenwoordiging van het adviescomité kunnen vaststellen dat het soms

pour une femme de se présenter aux élections. La nouvelle loi électorale est moins favorable à la représentation des femmes que la loi qui existait sous l'ère Moubarak. Aujourd'hui, les partis peuvent se limiter à placer une seule femme sur leur liste. Beaucoup de partis ont donc mis une femme en dernière position de la liste. Certains partis, d'inspiration religieuse, n'ont même pas affiché la photo de la candidate, mais l'ont remplacée par une fleur ou le logo du parti. Les femmes sont très peu représentées aux postes décisionnels. Il n'y a aucune femme gouverneur et seulement deux ministres femmes sur un total de trente-six. Il y a également très peu de femmes élues dans les conseils municipaux.

Les forces progressistes espèrent pouvoir changer la loi électorale pour que plus de femmes puissent se présenter et être élues à l'avenir. Un système de quota n'a, par contre, pas les faveurs des conservateurs qui estiment que la loi antérieure qui prévoyait des quotas a été annulée pour permettre, selon eux, une « vraie égalité » entre hommes et femmes. Des quotas professionnels existent pour les ouvriers et les agriculteurs mais ces quotas sont vus comme une garantie pour représenter toutes les couches de la société. Les quotas en faveur des femmes ne sont pas perçus de la même manière. Des élus des courants islamistes expriment l'idée que la femme participe à la vie politique en soutenant son mari qui se présente aux élections, en soutenant son parti et en exerçant son droit de vote. C'est grâce aux femmes que certains ont été élus et, selon la même perspective idéologique, si les femmes pensaient pouvoir faire le métier de parlementaires elles se seraient certainement présentées en plus grand nombre. Certains interlocuteurs ont également déclaré à la délégation du comité d'avis que beaucoup de partis n'ont pas mis davantage de femmes sur les listes pour des raisons politiques : ils craignaient que proposer plus de femmes aux élections leur coûte des voix.

En Égypte, le comité chargé de rédiger la première Constitution de l'après Moubarak n'était pas encore constitué et les critères pour déterminer qui y siègerait n'étaient pas encore défini lors de la visite sur place de la délégation du comité d'avis. Aucune garantie sur la présence de femmes dans ce comité n'a pu être donnée.

Beaucoup de personnes rencontrées ont manifesté leur désaccord avec le calendrier prévu pour la rédaction de la Constitution. Il serait bien plus logique, selon eux, de promulguer une Constitution et d'organiser ensuite les élections. Or le Parlement et le président se retrouveront élus avant la promulgation de la nouvelle Constitution qui règlera l'étendue de leurs pouvoirs. Il serait mieux de définir les pouvoirs de la présidence et des autres institutions avant de les mettre en place et dans tous les cas avant la tenue de l'élection présidentielle. Certains auraient également

moeselijk is voor een vrouw om zich verkiesbaar te stellen. De nieuwe kieswet is minder gunstig voor de vertegenwoordiging van vrouwen dan de wet uit de tijd van Moebarak. De partijen kunnen zich nu beperken tot één enkele vrouw per lijst. Veel partijen hebben dan ook een vrouw op de laatste plaats gezet in hun lijst. Een aantal partijen met religieuze grondslag hebben zelfs geen foto van de kandidate getoond, maar hebben die vervangen door een bloem of het logo van de partij. Vrouwen zijn sterk ondervertegenwoordigd bij de besluitvorming. Er is geen enkele vrouwelijke gouverneur en slechts twee van de zesendertig ministers zijn vrouwen. Ook zijn er zeer weinig verkozen vrouwen in de gemeenteraden.

De progressieve krachten hopen de kieswet te kunnen veranderen zodat voortaan meer vrouwen kunnen opkomen en verkozen worden. Een systeem met quota kan echter niet rekenen op de steun van de conservatieven, die vinden dat de vroegere wet waarin quota werden opgelegd net gewijzigd werd om wat volgens hen de « echte gelijkheid » tussen mannen en vrouwen is, te bewerkstelligen. Er bestaan beroepsquota voor arbeiders en landbouwers, maar die worden meer gezien als een garantie voor de vertegenwoordiging van alle lagen van de maatschappij. De quota voor vrouwen worden niet op dezelfde manier aangevoeld. Verkozenen van de islamstrekking vinden dat de vrouw deelneemt aan het politieke leven door haar man te steunen wanneer die opkomt bij de verkiezingen, door zijn partij te kiezen en door te gaan stemmen. Het is dankzij de vrouwen dat sommigen verkozen zijn en, volgens dezelfde ideologische logica, zouden er zeker meer vrouwen zijn opgekomen als zij zich in staat achtten de job van parlamentslid uit te oefenen. Sommige gesprekspartners hebben de afvaardiging van het adviescomité ook verteld dat veel partijen niet méér vrouwen op hun lijsten hadden gezet om politieke redenen : zij waren bang dat meer vrouwen laten opkomen hen stemmen zou kosten.

Ten tijde van het bezoek van de afvaardiging van het adviescomité in Egypte, was het comité dat de eerste Grondwet na Moebarak moest opstellen nog niet samengesteld, en de criteria inzake de personen die er deel van konden uitmaken, waren nog niet vastgesteld. Er kon geen enkele garantie worden gegeven met betrekking tot de deelname van vrouwen aan dit comité.

Veel van de personen die wij ontmoet hebben, hebben ons laten weten dat ze niet akkoord zijn met de planning voor het opstellen van de Grondwet. Volgens hen zou het veel logischer zijn om meteen een Grondwet uit te vaardigen en vervolgens verkiezingen te organiseren. Het Parlement en de president zullen echter herverkozen zijn nog voor de nieuwe Grondwet, die de omvang van hun macht zal vaststellen, is afgekondigd. Het zou beter zijn de bevoegdheden van de president en van andere instellingen eerst vast te stellen alvorens ze worden ingevoerd, en in elk geval

souhaité que la Constitution soit préparée par une instance neutre et indépendante.

Les institutions créées sous le régime Moubarak qui se sont attelées à faire progresser les droits de la femme (Conseil national pour l'enfance et la maternité, Conseil national des femmes, ministère de la Famille et de la Population) sont considérées par de nombreuses personnes comme un moyen utilisé par l'épouse de l'ancien président, Suzanne Moubarak, pour donner un visage plus sympathique au régime (y compris à l'étranger). Elles suscitent dès lors une certaine méfiance à présent, méfiance qui se répand malheureusement sur toute la problématique des droits de la femme. Le Parti de la Liberté et de la Justice, lié aux Frères musulmans, entend supprimer ces institutions « corrompues », qui ont servi à faire progresser l'agenda occidental en Égypte, en vue de les remplacer par des organisations plus soucieuses de la famille. Certaines personnes disent rester optimistes tant que ces structures n'auront pas disparu complètement.

Le droit des femmes n'est pas au sommet de l'agenda politique. Selon nos interlocuteurs du monde des organisations non gouvernementales (ONG), la raison est due à la priorité que donnent les partis à leur propre survie dans un environnement en constante évolution. L'atmosphère ne semble donc pas propice, selon les ONG, pour obtenir des avancées sur les droits des femmes dans le moment présent. Cela devra être remis sur la table avec la clarification de l'évolution constitutionnelle du pays.

En Tunisie, les élections pour l'Assemblée constituante ont eu lieu en octobre 2011, mais la participation aux élections a été très basse, près de 50 % de la population n'a pas voté. Le parti *Ennahda* (islamistes parlementaristes) a remporté quatre-vingt neuf des deux cent dix-sept sièges, suivi du Congrès pour la République (parti moderniste de centre gauche) avec vingt-neuf sièges, et du parti *Ettakatol* (sociaux-démocrates de centre-gauche) avec vingt élus.

Les femmes étaient peu représentées au sommet des listes, ce qui explique que seulement 27 % des sièges de l'Assemblée constituante sont occupés par des femmes. La parité sur les listes électorales doit encore être améliorée mais il faut également travailler sur le simple fait de la présence des femmes dans les partis.

La Constituante travaille sur la base de plusieurs visions pour élaborer la Constitution. Le cœur des discussions concerne le type de régime: régime présidentiel, parlementaire ou semi-présidentiel; il concerne également la parité ou la présence égale entre hommes et femmes et un système proportionnel

voor de presidentsverkiezingen. Sommigen hadden ook liever gezien dat de Grondwet werd opgesteld door een neutrale, onafhankelijke instantie.

De instellingen die onder het Moebarak-regime werden opgericht en die zich bezighielden met de bevordering van de rechten van de vrouw (*National Council for Motherhood and Childhood, National Council for Women, Ministry for Family and Population*), worden door velen gezien als een middel dat gebruikt werd door de vroegere presidentsvrouw Suzanne Moebarak om het regime een vriendelijker gezicht te geven (ook naar het buitenland toe) en worden nu met een zeker wantrouwen bekeken. Jammer genoeg lijdt de hele thematiek van de vrouwenrechten aan deze beoordeling. De *Freedom and Justice Party*, die verbonden is met de moslimbroeders, stelt de afschaffing tot doel van deze « corrupte » instellingen, die dienden om de westerse agenda in Egypte te bevorderen, om ze te vervangen door meer « familievriendelijke » organisaties. Sommige personen blijven optimistisch zolang deze structuren niet volledig verdwijnen.

De rechten van de vrouw staan niet bovenaan de politieke agenda. Volgens onze gesprekspartners uit de niet-gouvernementele organisaties (NGO)-wereld, komt dit doordat de partijen hun eigen overleving in een voortdurend veranderende omgeving op de eerste plaats zetten. Het klimaat is volgens de NGO's dus niet gunstig om nu vooruitgang te boeken voor de rechten van de vrouw. Dat zal terug bespreekbaar worden wanneer er meer duidelijkheid komt over de grondwettelijke evolutie in het land.

In Tunesië vonden de verkiezingen voor de Grondwetgevende Vergadering plaats in oktober 2011, maar de opkomst voor de verkiezingen was erg laag, bijna 50 % van de bevolking heeft niet gestemd. De *Ennahda*-partij (parlementaire islamitische partij) veroverde negentachtig van de tweehonderdzeventien zetels, het *Congrès pour la République* (moderne centrum-linkse partij) kreeg negentwintig zetels en de partij *Ettakatol* (sociaal-democraten van centrum-links) behaalden twintig verkozenen.

Vrouwen waren weinig vertegenwoordigd als kopstuk op de lijsten, wat verklaart waarom slechts 27 % van de zetels in de Grondwettelijke Assemblee door vrouwen wordt bezet. De pariteit op de verkiezingslijsten is nog voor verbetering vatbaar maar er moet ook eenvoudigweg gewerkt worden aan de aanwezigheid van vrouwen in de partijen.

De Grondwetgevende Vergadering werkt op basis van verschillende visies om de Grondwet uit te werken. Centraal in de bespreking staat het soort regeringsstelsel: presidentieel, parlementair of semi-presidentieel; het gaat ook om de pariteit of de gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen en een

d'élections. La Constitution devrait être présentée dans sa version définitive courant 2013.

Au sein de la Constituante, les différentes responsabilités sont partagées de manière proportionnelle au poids des groupes politiques. Le travail des commissions se fait en trois temps. En premier lieu les diverses propositions, autant des parlementaires que de la société civile, sont examinées pour ensuite être retravaillées sur base notamment d'auditions d'experts. En un troisième temps les textes sont travaillés sur le plan légistique et harmonisés.

La question se pose de savoir si la clarification du statut personnel de la femme doit être prévue par la loi fondamentale. Faut-il mettre les acquis de la femme tunisienne dans la Constitution pour les protéger? Un consensus pourrait être trouvé en vue d'annexer une déclaration des droits des femmes à la Constitution en projet. Certaines femmes membres de la Constituante disent qu'elles n'ont pas besoin que la Constitution leur explique comment se comporter comme musulmane car il s'agit de quelque chose de privé.

Au moment de la mission, il n'y avait pas de feuille de route déterminant quand la rédaction de la Constitution devait être terminée mais on nous a assuré que les travaux avançaient bien. Personne ne peut prédire quand les travaux seront terminés et cela a une influence sur toute une série de décisions politiques, notamment sur le plan économique et social. Un certain nombre d'observateurs espèrent un texte dans un délai d'un an, dans tous les cas dans le courant de l'année 2013.

Il y a un consensus pour maintenir l'article 1^{er} de la Constitution tel qu'il était. Cet article concerne le fait que la Tunisie est une république et que sa religion est l'Islam. La Constitution est ce qui lie les Tunisiens donc si aucun consensus n'avait pu être trouvé sur ce point, cela n'avait pas beaucoup de sens d'aller au-delà, estime un interlocuteur.

Le parti *Ennahda* est le plus grand parti de l'Assemblée nationale constituante. Ce parti a déclaré dans son programme être pour la défense de la liberté de la femme et pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'emploi et les responsabilités administratives et politiques.

Selon nos interlocuteurs, beaucoup d'électeurs auraient choisi ce parti car c'est l'un de ceux dont ils connaissaient le mieux le nom grâce à leur opposition à Ben Ali et à leur représentation à travers l'ensemble du pays. Des membres d'organisations de la société civile mettent en garde car ils ont le sentiment qu'*Ennahda* tient un double discours en fonction de ses interlocuteurs. Ils font aussi observer qu'*Ennahda* n'a pas encore de vrai programme pour s'attaquer aux

evenredig verkiezingsstelsel. De Grondwet zou in een definitieve vorm worden gegoten in de loop van 2013.

In de Grondwetgevende Vergadering worden de verschillende verantwoordelijkheden evenredig verdeeld op basis van het belang van de politieke fracties. Het werk van de commissies verloopt in drie fasen. Ten eerste worden de verschillende voorstellen, zowel parlementaire als van het maatschappelijk middenveld, besproken. Vervolgens wordt hieraan gewerkt meer bepaald op basis van hoorzittingen van deskundigen. In een derde fase worden de teksten herwerkt op wetgevend vlak en op elkaar afgestemd.

De vraag is nu of er in de Grondwet in een verduidelijking van het persoonlijk statuut van de vrouw moet worden voorzien. Moeten de verworvenheden van de Tunesische vrouw in de Grondwet worden opgenomen om ze te beschermen? Er zou een consensus kunnen worden gevonden waarbij een verklaring van de rechten van de vrouw wordt toegevoegd aan de Grondwet die wordt voorbereid. Een aantal vrouwen die zitting hebben in de Grondwetgevende Vergadering menen dat de Grondwet hen niet hoeft uit te leggen hoe ze zich als moslimvrouw moeten gedragen want dat is privé.

Op het ogenblik van de missie was er geen vaste routekaart waarin bepaald werd wanneer de Grondwet klaar moest zijn, maar er werd ons verzekerd dat het werk goed vooruitging. Niemand kan voorspellen wanneer het werk zal zijn beëindigd en dat heeft een invloed op een hele reeks beleidsbeslissingen, meer bepaald op economisch en sociaal vlak. Heel wat waarnemers verwachten een tekst binnen een jaar, allemaal in de loop van 2013.

Er is overeenstemming om artikel 1 van de Grondwet ongewijzigd te laten. Dit artikel bepaalt dat Tunesië een republiek is en dat de godsdienst de islam is. De Grondwet is een bindmiddel voor de Tunesiërs, dus indien er over dat punt geen eensgezindheid was, had het volgens een gesprekspartner weinig zin om door te gaan.

De *Ennahda*-partij is de grootste partij van de Nationale Grondwetgevende Vergadering. Deze partij verklaarde in zijn programma voorstander te zijn van de vrijheid van de vrouw en van gelijke kansen voor mannen en vrouwen wat werkgelegenheid en administratieve en politieke verantwoordelijkheden betreft.

Volgens onze gesprekspartners zouden veel kiezers op die partij hebben gestemd omdat ze die het best kennen door haar oppositievoering tegen Ben Ali en ze in het hele land vertegenwoordigd is. Leden van organisaties van het maatschappelijk middenveld roepen op tot waakzaamheid want zij hebben het gevoel dat *Ennahda* een anders discours hanteert naar gelang van haar gesprekspartner. Zij wijzen er ook op dat *Ennahda* nog geen echt programma heeft om de

problèmes socio-économiques. Le parti d'opposition, PDP, s'inquiète de ce manque de programme car l'emploi et la sécurité sont de véritables soucis pour la population.

Le temps a été très court pour les partis pour se structurer et s'organiser après la révolution, particulièrement pour ceux qui en sont issus, alors qu'*Ennadha* existe depuis vingt ans. Il faudra à l'avenir d'avantage regrouper l'opposition sinon il sera impossible de s'opposer à un parti aussi hégémonique qu'*Ennadha*.

Plusieurs personnes rencontrées soulignent que la critique est quelque chose de positif car ce n'était pas possible avant mais il faut mettre en place une opposition constructive et non une opposition de mauvais perdant.

Le droit de s'exprimer est l'acquis majeur de la révolution. Une chose essentielle, sur laquelle nombre d'interlocuteurs convergent, est que les Tunisiens réapprennent à discuter politique, ce qui était une chose impensable par le passé.

B. Le statut personnel

En Égypte, la délégation du comité d'avis a pu évaluer la question du statut personnel de la femme, basé en partie sur la charia mais les opinions sont partagées sur le point de savoir dans quel sens elle va évoluer. En ce qui concerne les droits de succession, des textes de références de l'islam sont interprétés comme prévoyant que la part de l'héritage d'une femme doit être égale à la moitié de celle d'un homme. Certains pensent qu'on ne peut pas vraiment attendre beaucoup de changements à ce niveau.

À propos du divorce, les parlementaires de la tendance salafiste vont à l'encontre d'une perspective d'égalité de genre et ont fait état d'une injustice aux hommes car la garde des enfants serait systématiquement accordée à la femme et le père n'aurait le droit de voir ses enfants que quelques heures par semaines dans l'enceinte d'un club.

En Tunisie, le Code du statut personnel est également inspiré par la charia et la discussion sur l'héritage se base également sur le fait que le texte coranique est clair en la matière. Néanmoins certaines personnes ont assuré que diverses interprétations sont possibles et que la solution d'une donation des parents est souvent utilisée pour contourner cette inégalité. Certains expriment le besoin d'une réinterprétation du Coran par des musulmans comme cela a été fait sur la question de la polygamie pendant les années 1950. Diverses personnalités travaillent déjà sur ces questions pour faire évoluer les mentalités et la législation.

sociaal-economische problemen aan te pakken. De oppositiepartij, PDP, is verontrust hierover want werkgelegenheid en veiligheid baren de bevolking echt zorgen.

De partijen hebben weinig tijd gehad om zich te structureren en te organiseren na de revolutie, in het bijzonder de partijen die op grond hiervan zijn ontstaan, terwijl *Ennadha* al twintig jaar bestaat. De oppositie zal in de toekomst meer moeten worden verenigd anders wordt het onmogelijk om oppositie te voeren tegen de hegemonie van *Ennadha*.

Verschillende personen benadrukken dat kritiek iets positiefs is want vroeger was kritiek niet mogelijk, maar er moet een constructieve oppositie worden uitgebouwd en niet een oppositie van de slechte verliezer.

De vrijheid van meningsuiting is de belangrijkste verworvenheid van de revolutie. Een essentiële zaak waarover heel wat gesprekspartners het eens zijn, is dat Tunesiërs opnieuw over politiek leren spreken, wat in het verleden ondenkbaar was.

B. Persoonlijke status

In Egypte heeft de delegatie van het adviescomité het probleem van de persoonlijke status van de vrouw kunnen evalueren. Die is op de sharia gebaseerd, maar de meningen zijn verdeeld over de vraag hoe hij zich zal ontwikkelen. Wat de successierechten betreft, worden de bronteksten van de islam zo geïnterpreteerd dat het erfdeel van de vrouw gelijk moet zijn aan de helft van dat van een man. Sommigen denken dat men in dat verband niet veel verandering moet verwachten.

Wat echtscheiding betreft, verzetten de parlementsleden van salafistische strekking zich tegen het vooruitzicht van gendergelijkheid en hebben ze het over onrecht tegen de mannen omdat het hoederecht over de kinderen systematisch aan de vrouw wordt gegeven, terwijl de vader alleen maar het recht heeft de kinderen enkele uren per week in een club te zien.

In Tunesië heeft het Wetboek van persoonlijke status evenzeer inspiratie geput uit de sharia en het debat over de nalatenschap heeft eveneens als uitgangspunt dat de Korantekst daarover duidelijk is. Toch hebben sommigen benadrukt dat diverse interpretaties mogelijk zijn en dat de ouders vaak gebruik maken van de oplossing van een schenking om de onwettigheid te omzeilen. Sommigen verklaren dat de moslims de Koran moeten herinterpreteren, zoals dat in de jaren 1950 gebeurd is voor de kwestie van de polygamie. Verscheidene prominenten werken reeds rond die problemen om de opvattingen en de wetgeving te veranderen.

Les forces progressistes tunisiennes ont néanmoins une véritable inquiétude d'un retour en arrière. La femme tunisienne était la plus moderne dans la région et elle avait des acquis nombreux. Cependant, aux yeux de certains, tout serait à refaire aujourd'hui.

C. Les femmes dans la société

En Égypte, toutes les personnes que la délégation du comité d'avis a rencontrées s'accordent à dire que la femme a un rôle à jouer dans la société. Néanmoins, l'interprétation de ce rôle et de ses contours varie fortement d'une personne à l'autre. Beaucoup d'interlocuteurs de la tendance islamiste voient la femme uniquement dans un rôle social, par exemple au sein de sa famille ou active dans les associations ou les ONG. L'islam prévoit, selon eux, un rôle important pour la femme en tant que mère, fille et épouse et cela implique qu'on lui doit le respect. Mais cela n'implique pas chez ces interlocuteurs une notion de pleine égalité telle qu'on l'entend dans le monde occidental.

En Tunisie, les femmes présentes dans la Constituante doivent régulièrement répondre à des questions d'autres femmes qui s'inquiètent de ce qui sera prévu pour elles. Les Tunisiennes ne veulent pas perdre leurs acquis et savent que leurs droits sont plus nombreux qu'ailleurs dans le monde arabe. Mais il y a aussi des choses à régler après la révolution qui semblaient aller bien auparavant et qui sont donc aujourd'hui menacées. Dans la pratique, de lourdes menaces pèsent en effet sur la protection sociale des femmes, sur la couverture sociale pendant le congé de maternité, pratiquement inexistant aujourd'hui, etc.

D. Violence envers les femmes

Il est difficile de faire une estimation correcte de la violence faite aux femmes dans la région à cause de la sous-déclaration des faits mais on pense que la violence envers les femmes serait assez importante.

En Égypte, la délégation du comité d'avis a reçu le témoignage selon lequel la violence contre les femmes se situerait plus ou moins au même niveau qu'en Amérique du Sud. Entre 28 à 35 % de femmes seraient victimes de violence corporelles sans distinction selon qu'elles appartiennent à la religion musulmane ou copte.

E. Mutilations génitales

Au cours du voyage d'étude plusieurs chiffres ont été avancés concernant les mutilations génitales féminines en Égypte. Selon le représentant de l'Unicef au Caire, elles concerneraient 91 % des femmes entre

De progressieve krachten in Tunesië zijn echter echt beducht voor achteruitgang. De Tunesische vrouw was de modernste van de regio en had heel wat verworven rechten. Sommigen zijn echter de mening toegedaan dat vandaag alles te herbeginnen is.

C. Vrouwen in de samenleving

In Egypte is iedereen die de delegatie van het adviescomité heeft ontmoet het erover eens dat de vrouw een rol te spelen heeft in de samenleving. De interpretatie van die rol en van haar contouren verschilt echter sterk van persoon tot persoon. Vele gesprekspartners van de islamistische strekking zien de vrouw alleen in een sociale rol, bijvoorbeeld in het gezin of met een activiteit in verenigingen en NGO's. Volgens hen geeft de islam de vrouw een belangrijke rol als moeder, dochter en echtgenote en dat impliceert dat men haar respect verschuldigd is. Maar dat impliceert voor die gesprekspartners geen volledige gelijkheid zoals men die in de westerse wereld kent.

In Tunesië moeten vrouwen die deel uitmaken van de Grondwetgevende Vergadering geregeld vragen beantwoorden van andere vrouwen die zich zorgen maken over de bepalingen die over hen zullen worden ingevoerd. De Tunesische vrouwen willen hun verworven rechten niet verliezen en weten dat ze meer rechten hebben dan elders in de Arabische wereld. Er moeten echter na de revolutie ook zaken worden geregeld die voordien goed leken te gaan en die vandaag dus bedreigd worden. In de praktijk wordt de sociale bescherming van de vrouwen, de sociale bescherming tijdens het moederschapverlof, dat vandaag nagenoeg onbestaande is, zwaar bedreigd, enz.

D. Geweld tegen vrouwen

Het is moeilijk een correcte raming te maken van geweld tegen vrouwen in de regio, omdat maar weinig feiten worden aangegeven, maar men denkt dat geweld tegen vrouwen er vrij omvangrijk is.

In Egypte tekende het adviescomité de getuigenis op dat geweld tegen vrouwen er zich ongeveer op hetzelfde peil bevindt als in Zuid-Amerika. Tussen 28 en 35 % van de vrouwen zou er het slachtoffer worden van lichamelijk geweld, ongeacht of ze islamitisch of koptisch zijn.

E. Genitale verminking

In de loop van de studiereis werden een aantal cijfers betreffende de genitale verminking van vrouwen in Egypte naar voren gebracht. Volgens de vertegenwoordiger van Unicef in Caïro, gaat het om

dix-neuf et quarante-neuf ans. Cette pratique ne serait pas liée à la religion. Les femmes coptes en sont victimes autant que les musulmanes. Pourtant, une loi interdit la pratique des mutilations génitales mais on ne peut néanmoins pas parler d'un impact véritable dans la réalité car il n'y a pas de diminution de ces faits. Un vrai travail de sensibilisation devrait être engagé.

Les mutilations génitales ne sont pas pratiquées en Tunisie mais beaucoup de nos interlocuteurs ont abordé la question d'un prédicateur égyptien qui était venu promouvoir la pratique en Tunisie peu de temps avant la mission du comité d'avis. Les réactions étaient négatives et la pratique a clairement été condamnée, également par les représentants des formations politiques, y compris islamistes.

F. La question de la charia

En Égypte, la charia est présentée par les partis islamistes et salafistes comme étant en avance sur les lois internationales car elle prévoirait des droits pour tout le monde. Un conflit entre les droits de l'homme et la charia ne serait selon eux qu'une question d'interprétation car tout dépend de la définition des droits de l'homme. La charia permettrait selon eux de renforcer les droits de l'homme. Les forces progressistes ne partagent pas cette vision mais voient néanmoins un rôle important à jouer par les leaders religieux et par les spécialistes de la charia car ils pourraient combattre les idées conservatrices de certains islamistes et salafistes.

En Tunisie, la société civile laïque s'oppose à ce que la charia soit à la base de la Constitution. Selon eux, trop d'attention est portée aux questions de foi et de liberté de conscience alors qu'il faut urgemment s'occuper des problèmes socioéconomiques.

Les partis de la troïka qui forment le gouvernement (*Ennahda*, Congrès pour la République et *Ettakatol*) ont comme objectif de défendre les principes de la république tunisienne. Ces principes incluent l'héritage islamique mais vont bien au-delà. Les priorités sont le chômage, la pauvreté, le développement économique, la défense des droits de l'homme qui vont de pair avec les droits des femmes.

Pour certains, il est normal que la charia, qui offre des possibilités d'interprétations multiples, soit une des sources de la Constitution, mais pas la seule ! Une grande partie des personnes rencontrées sont contre une complète islamisation de la Constitution tunisienne. Pour beaucoup, le débat est loin d'être terminé sur la meilleure manière d'articuler l'État et la religion.

91 % van de vrouwen tussen negentien en negenenveertig jaar. Naar verluidt staat die praktijk los van de religie. Zowel koptische vrouwen als moslimvrouwen zijn er het slachtoffer van. Er is nochtans een wet die genitale verminking verbiedt, maar men kan toch niet spreken van een echte impact op de werkelijkheid, want die praktijk neemt niet af. Er moet echt werk worden gemaakt van bewustmaking.

In Tunesië wordt genitale verminking niet toegepast, maar veel van onze gesprekspartners hadden het over een Egyptische predikant die de praktijk in Tunesië kort voor de zending van het adviescomité is komen promoten. De reacties waren negatief en de praktijk werd duidelijk veroordeeld, ook door de vertegenwoordigers van de politieke partijen, inclusief de islamistische.

F. Het probleem van de sharia

De islamistische en salafistische partijen in Egypte stellen het voor alsof de sharia voor is op de internationale wetten, omdat ze in rechten voor iedereen zou voorzien. Volgens hen is een conflict tussen de mensenrechten en de sharia slechts een kwestie van interpretatie, omdat alles afhangt van de definitie van de mensenrechten. Volgens hen maakt de sharia het mogelijk de mensenrechten te versterken. De progressieve krachten delen die visie niet, maar ze vinden niettemin dat de religieuze leiders en de shariaspecialisten een belangrijke rol te spelen hebben, omdat ze de conservatieve ideeën van bepaalde islamisten en salafisten kunnen bestrijden.

In Tunesië verzet het niet-confessionele middenveld zich ertegen dat de sharia de grondslag van de Grondwet wordt. Zij vinden dat er teveel aandacht gaat naar kwesties van geloof en gewetensvrijheid, terwijl dringend werk moet worden gemaakt van de sociaal-economische problemen.

De partijen van de troïka die de regering vormen (*Ennahda*, *Congrès pour la République* en *Ettakatol*) hebben als doelstelling het verdedigen van de beginselen van de Tunesische republiek. Die beginselen omvatten onder andere het erfgoed van de islam, maar zijn veel ruimer. De prioriteiten zijn de werkloosheid, de armoede, de economische ontwikkeling, de verdediging van de rechten van de mens, samen met de rechten van de vrouw.

Voor sommigen is het normaal dat de sharia, die allerlei interpretatiemogelijkheden biedt, een van de bronnen van de Grondwet is, maar niet de enige ! Een groot deel van de personen die we hebben ontmoet zijn tegen de volledige islamisering van de Tunesische Grondwet. Voor velen is het debat over de beste manier om Staat en religie te organiseren nog lang niet afgelopen.

G. Éducation

En Égypte, les petites filles vont à l'école primaire comme les garçons, mais une diminution graduelle est ensuite remarquée. Le taux d'analphabétisme reste très élevé.

Des membres de la société civile insistent pour que les femmes soient mieux informées par rapport à leurs droits. Trop de femmes ne les connaissent pas. Il faudrait également se concentrer sur la responsabilisation des femmes issues des classes les plus basses car elles pourraient permettre à d'autres femmes d'être élus au Parlement.

En Tunisie, les femmes rurales ne connaissent pas bien leurs droits non plus. Il y a un vrai travail d'éducation et de sensibilisation à faire. Une action devrait également être initiée pour intéresser les femmes à la politique et aux droits des femmes car il y a une grande différence entre la Tunisie urbaine et rurale. Beaucoup de droits existent mais sont méconnus des femmes.

Le ministère de la Femme dit ne pas être assez représenté dans les régions et ne veut pas seulement compter sur les médias pour relayer son message. Les associations ont un rôle important à jouer sur le terrain. Le ministère va augmenter sa présence sur le terrain avec un mécanisme constant de formation et de contact pour que les besoins des femmes soient aussi relayés vers le ministère car il faut que la communication soit bidirectionnelle. Il faut aussi que la communication permette de maintenir la vigilance en permanence et qu'elle contribue à former les filles et les femmes.

H. Société civile — Syndicats

L'Égypte a une tradition de vie associative intense à travers des ONG locales actives dans divers domaines.

Il est difficile pour la société civile, dont beaucoup d'acteurs sont des révolutionnaires, de déterminer si oui ou non ils collaborent et participent à des projets de terrain avec ces ONG car on sait aussi que beaucoup d'initiatives sont pilotées en sous-main par le pouvoir militaire.

Depuis 2011, une coalition d'ONG se préoccupant des droits des femmes est mise en place. Le 8 mars 2011, à l'occasion de la journée internationale de la femme, elles furent attaquées alors qu'elles manifestaient pacifiquement. Les images diffusées à la télévision ont provoqué un émoi et une indignation considérables, tant dans le pays qu'à l'étranger. La coalition a remobilisé autour d'une action le 8 mars

G. Onderwijs

In Egypte gaan meisjes naar de lagere school, net zoals de jongens, maar daarna is er geleidelijk een daling merkbaar in hun aantal. De analfabetismegraad blijft erg hoog.

Leden van het maatschappelijk middenveld dringen erop aan dat vrouwen beter moeten worden geïnformeerd over hun rechten. Al te veel vrouwen kennen die rechten niet. De aandacht zou ook meer gericht moeten zijn op het bijbrengen van meer verantwoordelijkheidsgevoel bij vrouwen uit de laagste sociale klassen want zij zouden ervoor kunnen zorgen dat andere vrouwen verkozen worden in het Parlement.

In Tunesië weten de vrouwen op het platteland ook niet wat hun rechten zijn. Er moet echt werk worden gemaakt van onderwijs en bewustmaking. Er zou ook een initiatief moeten worden genomen om bij vrouwen belangstelling op te wekken voor politiek en vrouwenrechten want er is een groot verschil tussen het stedelijke en rurale Tunesië. De rechten bestaan wel, maar veel vrouwen kennen ze niet.

Het ministerie voor de Vrouw zegt niet voldoende vertegenwoordigd te zijn in de regio's en wil niet alleen op de media rekenen om zijn boodschap over te brengen. Verenigingen hebben een belangrijke rol te vervullen. Het ministerie gaat zijn aanwezigheid op het terrein vergroten via een continue werking van opleiding en contacten zodat het ministerie ook op de hoogte wordt gesteld van de noden van de vrouw want communicatie moet in twee richtingen verlopen. Communicatie moet er ook voor zorgen dat men waakzaam blijft en dat meisjes en vrouwen meer worden opgeleid.

H. Het maatschappelijk middenveld — Vakbonden

Egypte heeft traditioneel een intens verenigingsleven via lokale NGO's die op verschillende domeinen actief zijn.

Voor het maatschappelijk middenveld, waarin heel wat revolutionairen zitten, is het moeilijk om al dan niet samen te werken en deel te nemen aan NGO-projecten want heel wat initiatieven worden onderhands gestuurd door de militairen.

Sinds 2011 bestaat er een coalitie van NGO's die zich inzet voor de rechten van de vrouw. Op 8 maart 2011, tijdens de internationale dag van de vrouw, werden de deelnemers aangevallen hoewel zij enkel vreedzaam betoogden. De beelden op televisie brachten aanzienlijke beroering en verontwaardiging teweeg, zowel in binnen- als buitenland. De coalitie verenigde zich opnieuw rond een actie op 8 maart

2012 en marchant dans les rues du Caire avec plus de deux mille femmes.

En Tunisie, la délégation du Comité d'avis a rencontré un responsable de l'Union générale tunisienne du Travail (UGTT) qui se bat dans le contexte révolutionnaire actuel pour préserver son autonomie par rapport aux différents partis politiques. Ce syndicat a décidé en décembre 2011 de changer ses statuts pour permettre aux femmes d'accéder à certains postes au sein de l'organisation. Pourtant beaucoup de femmes hésitent à se présenter aux élections syndicales car elles pensent qu'elles risquent d'être amenées au dilemme du choix «entre le divorce ou le syndicat».

La société civile tente de se regrouper pour influencer la constituante, car, pour l'instant, il y a beaucoup trop de diversité et de fragmentation. En ce qui concerne l'UGTT, elle ne compte pas se laisser faire par le pouvoir en place, tout en disant vouloir éviter la confrontation directe.

Le parti *Ennahda* dispose de diverses organisations associatives et caritatives à travers le pays et s'en sert pour faire connaître l'aile politique du mouvement. Ils ont d'important moyens financiers qui proviendraient, selon certains observateurs, pour partie des pays du Golfe.

Le reste de la société civile a un rôle important à jouer, mais pour l'instant, elle est encore très urbaine et peu représentée dans les villes périphériques et du centre du pays.

La délégation du comité d'avis a rencontré plusieurs personnes de la société civile qui estiment que celle-ci représente un contrepoids si les acquis de la femme n'étaient pas respectés. Ils pensent qu'une grande mobilisation pourrait s'avérer nécessaire car ils s'inquiètent de la tenue d'un double discours de la part du gouvernement et du parti *Ennahda*.

I. Médias

En Égypte, l'importance des médias a été relevée à de nombreuses reprises par nos interlocuteurs. Les médias jouent un rôle important par exemple par le biais des débats télévisés qui mettent en place une véritable surenchère politique. C'est aussi le cas par le biais des séries télévisées qui sont empreintes d'une véritable culture machiste. Les insultes et la violence à l'égard des femmes sont banalisées dans ces émissions.

En Tunisie, les responsables politiques que la délégation du comité d'avis a rencontré s'inquiètent de la vision qui est transmise via les médias, car d'après eux elle ne correspond pas toujours à la réalité. Les médias relatent beaucoup de scènes menaçantes

2012 et trok door de straten van Caïro. Meer dan tweeduizend vrouwen namen hieraan deel.

In Tunesië had de afvaardiging van het adviescomité een ontmoeting met een afgevaardigde van de *Union générale tunisienne du Travail* (UGTT), die in de huidige revolutionaire context voor zijn onafhankelijkheid vecht tegenover de verschillende politieke partijen. Die vakbond heeft in december 2012 beslist om zijn statuten te veranderen om vrouwen toe te laten tot bepaalde posten binnen de organisatie. Toch aarzelen heel wat vrouwen om zich kandidaat te stellen voor de vakbondsverkiezingen want zij denken dat ze voor een dilemma zullen komen te staan en moeten kiezen tussen «scheiding of vakbond».

Het maatschappelijk middenveld probeert zich te groeperen om invloed uit te oefenen op de grondwetgevende vergadering want momenteel is er te veel diversiteit en fragmentatie. UGTT is niet van plan zich te laten doen door de huidige regering maar wil een rechtstreekse confrontatie uit de weg gaan.

De *Ennahda*-partij heeft over het hele land verschillende verenigingen en liefdadigheidsorganisaties en zet ze in om de politieke vleugel van de beweging bekend te maken. Ze beschikken over grote financiële middelen die, volgens waarnemers, voor een deel uit de Golfstaten komen.

De rest van het maatschappelijk middenveld heeft een belangrijke rol te vervullen, maar momenteel is ze nog erg stedelijk en weinig vertegenwoordigd in de periferie en in het centrum van het land.

De delegatie van het adviescomité sprak met verschillende mensen uit het maatschappelijk middenveld die menen dat het middenveld een tegenwicht vormt indien de verworvenheden van de vrouw niet in acht worden genomen. Zij denken dat een nauwe samenwerking noodzakelijk kan zijn want de regering en de *Ennahda*-partij houden een verschillend discours en dat zorgt voor ongerustheid.

I. Media

In Egypte is het belang van de media heel vaak door onze gesprekspartners aangestipt. De media vervullen een belangrijke rol bijvoorbeeld via televisiedebatten waardoor een echt overaanbod aan politiek ontstaat. Dat geldt ook voor de televisiereeksen, die door-drongen zijn van een echte machocultuur. De beledigingen en het geweld tegen vrouwen worden in die uitzendingen gebanaliseerd.

In Tunesië zijn politici met wie de delegatie van het adviescomité sprak, verontrust over het beeld dat de media brengen want volgens hen strookt dat niet altijd met de werkelijkheid. De media berichten vaak over onheilspellende situaties in verband met het salafisme,

en rapport avec le salafisme mais l'intention annoncée par la plupart des responsables politiques est de maintenir les acquis de la femme. Certains avancent que les médias négligent totalement la question du genre mais jouent un rôle important dans l'analyse politique.

J. Suite de la révolution

En Égypte, il y a un véritable de risque d'avoir une deuxième ou même troisième vague de la révolution. Les jeunes ne sont pas satisfaits et disent qu'ils n'accepteront pas de fraude lors des élections présidentielles de mai 2012. Par ailleurs, beaucoup de jeunes révolutionnaires déclarent qu'ils boycotteront les élections puisque certains candidats (par exemple M. El Baradei) n'y participeront pas.

L'impression existe chez certains révolutionnaires qu'il n'y a pas eu de changement suffisamment radical et qu'il n'y a toujours pas de place pour un agenda véritablement libéral. Le pouvoir militaire est toujours en place et continue à tout contrôler. Si une deuxième vague de la révolution devait avoir lieu, elle pourrait être dirigée directement contre le pouvoir militaire.

La délégation du comité d'avis a entendu l'argument, à plusieurs reprises, autant en Égypte qu'en Tunisie, que nous étions en présence de révolutions de la dignité et non de la faim.

En Tunisie, la délégation du comité d'avis a également reçu de la part de nombreux acteurs le témoignage qui consiste à dire que les révolutionnaires ne se laisseraient pas faire et qu'ils continueraient à œuvrer pour une véritable démocratie parachevée.

K. L'Union européenne

En Égypte, un appel est lancé par beaucoup de personnes rencontrées pour que l'Union européenne révise sa politique envers la région. Un vrai partenariat doit être mis en place.

En Tunisie, autant l'opposition que les partis au pouvoir disent que la coopération avec l'Union européenne devrait d'avantage se développer. Les moyens permettant de rencontrer les besoins de financement de la Tunisie et de faire réussir l'expérience tunisienne n'ont pas été libérés du côté européen. Or les moyens nécessaires ne sont pas énormes en comparaison des sommes injectées par l'Union européenne ailleurs.

mais de meeste politici zijn van plan om de verworvenheden van de vrouw te waarborgen. Sommigen beweren dat de media het genderprobleem volledig links laten liggen, maar een belangrijke rol vervullen in de beleidsanalyse.

J. Vervolg van de revolutie

In Egypte is de kans reëel dat er een tweede of derde revolutionaire golf komt. De jongeren zijn niet tevreden en zeggen dat ze geen fraude zullen dulden tijdens de presidentsverkiezingen van mei 2012. Bovendien verklaren heel wat jonge revolutionairen dat ze de verkiezingen zullen boycotten omdat bepaalde kandidaten (bijvoorbeeld de heer El Baradei) niet zullen deelnemen.

Bepaalde revolutionairen hebben de indruk dat er niet genoeg fundamentele veranderingen zijn geweest en dat er nog steeds geen plaats is voor een echte liberale agenda. De militairen zijn nog steeds aan de macht en blijven alles controleren. Indien er een tweede revolutionaire golf komt, dan zou die rechtstreeks tegen de militairen kunnen zijn gericht.

De delegatie van het adviescomité heeft dit argument vaak gehoord zowel in Egypte als in Tunesië, namelijk dat het om een revolutie van de waardigheid gaat en niet om een revolutie van de honger.

In Tunesië heeft de delegatie van het adviescomité van heel wat actoren getuigenissen gehoord dat de revolutionairen weerstand zouden bieden en zouden blijven ijveren voor een echte, volledige democratie.

K. De Europese Unie

In Egypte riepen heel wat mensen met wie de delegatie sprak op tot een herziening van het beleid van de Europese Unie in de regio. Er moet een echt partnerschap ontstaan.

In Tunesië vinden zowel de regerende partijen als de oppositie dat de samenwerking met de Europese Unie meer moet worden ontwikkeld. De middelen om Tunesië in staat te stellen aan zijn financiële noden tegemoet te komen en om het Tunesische experiment tot een goed einde te brengen, werden niet vrijgemaakt door Europa. De nodige middelen zijn niet enorm in vergelijking met de bedragen die de Europese Unie elders injecteert.

L. Programme

Dimanche 11 mars 2012

Arrivée au Caire à 14 h 45.

15h45 : Transfert vers l'hôtel Intercontinental Cairo Semiramis.

17h : Arrivée à l'hôtel.

18h : *Briefing* à l'hôtel en présence de membres de l'ambassade (M. Bruno Nève, ambassadeur; Mme Birgit Stevens, conseillère politique; Mme Lot Debruyne, secrétaire d'ambassade).

19h30 : Repas à l'hôtel en présence des représentants suivants des institutions des Nations unies et de la Ligue arabe :

- Mme Naglaa Arafa, coordinatrice adjointe pour l'Égypte, ONU-Femmes;
- M. Philippe Duhamel, directeur d'Unicef Égypte;
- Mme Omnia Taha, directrice Europe, Ligue des États arabes;
- Mme Ghada Wali, ex-UNDP, secrétaire générale du Fonds social égyptien.

Lundi 12 mars 2012

9h30 : Rencontre avec une demi-douzaine de membres de l'Assemblée du Peuple (chambre basse du Parlement) présidée par M. Mohamed Anwar El Sadat, président du Comité des droits de l'homme.

11h : Rencontre avec des membres du Conseil de la Choura (chambre haute du Parlement).

13h : Repas en présence de Mme l'ambassadrice Naela Gabr, assistante du ministre des Affaires étrangères, présidente du Comité national de lutte contre la traite des êtres humains.

15h : Rencontre avec les représentants suivants de la société civile dans la salle de réunion de l'ambassade :

- Mme Yara Sallam, gestionnaire de projet de la Défense des droits des femmes au *Nazra Center for Feminist Studies*;
- Mme Nawla Darwich, *New Women Foundation*;
- Mme Heba Morayef, *Human Rights' Watch*;
- Mme Butayna Kamel, journaliste, candidate aux élections présidentielles;

L. Programma

Zondag 11 maart 2012

Aankomst in Caïro om 14.45 uur.

15.45 uur : Verplaatsing naar het hotel Intercontinental Caïro Semiramis.

17 uur : Aankomst in het hotel.

18 uur : *Briefing* in het hotel met leden van de ambassade (ambassadeur Bruno Nève, politieke raad Birgit Stevens, ambassadesecretaris Lot Debruyne).

19.30 uur : Diner in het hotel met vertegenwoordigers van de VN-instellingen en van de Arabische Liga :

- mevrouw Naglaa Arafa, *Deputy Country Coordinator for Egypt, UN-Women*;
- de heer Philippe Duhamel, directeur Unicef Egypte;
- mevrouw Omnia Taha, *director Europe, League of Arab States*;
- Ghada Wali, ex-UNDP, *Head of the Egyptian Social Fund*.

Maandag 12 maart 2012

9.30 uur : Ontmoeting met een zestal leden van de Parlementaire Vergadering (Kamer) onder leiding van de heer Mohamed Anwar El Sadat, voorzitter *Human Rights Committee*.

11 uur : Ontmoeting met leden van de Shoura.

13 uur : Lunch met ambassadeur Naela Gabr, *Assistant to the minister of Foreign Affairs, Chairwoman of the National Committee against Human Trafficking*.

15 uur : Ontmoeting met vertegenwoordigers van de civiele maatschappij in de vergaderzaal van de ambassade :

- mevrouw Yara Sallam, *project manager of the Women Human Rights Defenders, Nazra Center for Feminist Studies*;
- mevrouw Nawla Darwich, *New Women Foundation*;
- mevrouw Heba Morayef, *Human Rights' Watch*;
- mevrouw Butayna Kamel, journaliste, kandidaat voor de presidentiële verkiezingen;

- Mme Magda Adli, *Nadim Center for victims of torture* (organisme qui lutte contre la violence faite aux femmes);

- Mme Kawla Ello, réalisatrice de films;

- Mme Marwa Manoon, révolutionnaire, poétesse.

17h : Retour à l'hôtel.

18h45 : Départ pour la résidence de l'ambassadeur (Gizeh).

19h30 : Arrivée à la résidence.

20h : Repas en présence de quatre personnalités éminentes :

- Mme Mona Makram Ebeid, ancienne députée, défenseur active des droits de la femme;

- M. Kamal Aboul Magd, professeur de droit public, spécialiste des droits de l'homme et des liens entre l'Islam et la démocratie;

- M. Raafat Ibrahim Fonda, professeur de droit constitutionnel, Université du Caire;

- Mme Mei-vet El Tellawi, ancienne ambassadrice, présidente du Conseil national égyptien des femmes;

- Mme Hala Mostapha, *Democracy Review*, *Al Ahram Political Quarterly*.

Mardi 13 mars 2012

Arrivée à Tunis à 12h45.

13h30 : Déplacement pour l'hôtel Mövenpick Gammarth.

14h15 : Arrivée à l'hôtel.

15h : *Briefing* à l'hôtel avec des membres de l'ambassade (ambassadeur Patrick De Beyter, conseiller José de Pierpont, consule Berbel Baert).

16h : Départ vers Tunis.

16h40 : Déplacement vers le siège de l'UGTT en empruntant l'avenue Bourguiba, haut-lieu de la révolution du 14 janvier.

17h : Rencontre avec M. Hassine Abbassi, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), principal syndicat tunisien et M. M. Kacem Aifia, secrétaire général adjoint chargé des relations extérieures.

- mevrouw Magda Adli van *Nadim Center for victims of torture* (*violence against women*);

- mevrouw Kawla Ello, filmdirecteur;

- mevrouw Marwa Manoon, revolutionair, dichteres.

17 uur : Terugkeer naar het hotel.

18.45 uur : Vertrek naar de residentie van de ambassadeur (Giza).

19.30 uur : Aankomst residentie.

20 uur : Diner met een viertal prominenten :

- mevrouw Mona Makram Ebeid, vroeger lid van de Parlementaire Vergadering, actieve verdedigster van de rechten van de vrouw;

- de heer Kamal Aboul Magd, *Professor Public Law*, specialist van de mensenrechten en de betrekkingen tussen Islam en democratie;

- Raafat Ibrahim Fonda, *professor Constitutional Law*, *Cairo University*;

- mevrouw (ex-ambassadeur) Mei-vet El Tellawi, Voorzitster van de Egyptische Nationale Vrouwenraad;

- mevrouw Hala Mostapha, *Democracy Review*, *Al Ahram Political Quarterly*.

Dinsdag 13 maart 2012

Aankomst in Tunis om 12.45 uur.

13.30 uur : Verplaatsing naar hotel Mövenpick Gammarth.

14.15 uur : Aankomst in het hotel.

15 uur : *Briefing* in het hotel met de ambassadeleden (ambassadeur Patrick De Beyter, adviseur José de Pierpont, consul Berbel Baert).

16 uur : Vertrek naar Tunis.

16 uur 40 : Verplaatsing naar de zetel van de UGTT via de avenue Bourguiba, brandpunt van de revolutie van 14 januari.

17 uur : Ontmoeting met de heer Hassine Abbassi, secretaris-generaal van de *Union générale des travailleurs tunisiens* (UGTT), belangrijkste vakbond van Tunesië en de heer Kacem Aifia, adjunct-secretaris-generaal belast met de buitenlandse betrekkingen.

Mercredi 14 mars 2012

10h : Rencontre avec M. Touhami Abdouli, secrétaire d'État aux Affaires européennes, du ministère des Affaires étrangères.

11h : Séance de travail présidée par Mme Meherzia Labidi Maiza, première vice-présidente de l'Assemblée nationale constituante en présence des membres féminins de différents groupes politiques siégeant à l'Assemblée nationale constituante (ANC).

13h : Déjeuner avec la société civile active dans le domaine des droits de l'homme et des droits de la femme :

- Mme Sihem Bensedrine, porte-parole du Conseil national pour les libertés, présidente du Centre de Tunis pour la justice transitionnelle;
- Mme Bochra Bel Haj, présidente de l'Association Tunisienne des femmes démocrates;
- Me Abdessattar Ben Moussa, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme;
- Mme Radhia Nasraoui : présidente de la l'Association de lutte contre la torture en Tunisie;
- Mme Rhadia Zekri, présidente de l'Association de la femme tunisienne pour la recherche et le développement;
- Mme Radija Cherif.

17h : Rencontre avec Mme Maya Jribi, Secrétaire générale du parti d'opposition PDP.

18h : Retour à l'hôtel Mövenpick.

19h30 : Départ pour la résidence de l'ambassadeur.

20h : Dîner offert par l'ambassadeur de Belgique, M. Patrick De Beyter en l'honneur de la délégation.

Jeudi 15 mars 2012

10h : Rencontre avec Mme Sihem Badi, ministre des Affaires de la femme.

13h : Déjeuner avec des personnes actives dans les médias :

- Mme Sondès Ben Khalifa, journaliste radio et blogeuse;
- Mme Emna Ben Jemaa, journaliste et blogeuse;
- Mme Fatrna Riahi, Association de bloggeurs «freearabicea»;

Woensdag 14 maart 2012

10 uur : Ontmoeting met de heer Touhami Abdouli, staatssecretaris voor Europese Zaken, van het ministerie van Buitenlandse Zaken.

11 uur : Werkvergadering onder het voorzitterschap van mevrouw Meherzia Labidi Maiza, eerste ondervoorzitster van de *Assemblée nationale constituante* in aanwezigheid van de vrouwelijke leden van verscheidene politieke fracties van de *Assemblée nationale constituante* (ANC).

13 uur : Lunch met het maatschappelijk middenveld dat actief is op het gebied van de rechten van de mens en de rechten van de vrouw :

- mevrouw Sihem Bensedrine, woordvoester van de Conseil national *pour les libertés*, voorzitter van het *Centre de Tunis pour la justice transitionnelle*;
- mevrouw Bochra Bel Haj, voorzitter van de *Association Tunisienne des femmes démocrates*;
- meester Abdessattar Ben Moussa, voorzitter van de *Ligue tunisienne des droits de l'homme*;
- mevrouw Radhia Nasraoui : voorzitter van de *Association de lutte contre la torture en Tunisie*;
- mevrouw Rhadia Zekri, voorzitter van de *Association de la femme tunisienne pour la recherche et le développement*;
- mevrouw Radija Cherif.

17 uur : Ontmoeting met mevrouw Maya Jribi, secretaris-generaal van oppositiepartij PDP.

18 uur : Terugkeer naar hotel Mövenpick.

19.30 uur : Vertrek naar de residentie van de ambassadeur.

20 uur : Diner ter ere van de delegatie aangeboden door de Belgische ambassadeur, de heer Patrick De Beyter.

Donderdag 15 maart 2012

10 uur : ontmoeting met mevrouw Sihem Badi, minister van Vrouwenzaken.

13 uur : Lunch met personen die actief zijn in de media :

- mevrouw Sondès Ben Khalifa, radiojournaliste en blogster;
- mevrouw Emna Ben Jemaa, journaliste en blogster;
- mevrouw Fatrna Riahi, bloggersvereniging «freearabicea»;

- Mme Iqbal Gharbi, directrice de la radio « Zitouna »;

- Mme Feza Mejri, journaliste à Radio Tunis Chaîne Internationale;

- M. Ziadh Krichen, rédacteur en chef du journal « Le Maghreb ».

15h30 : Rencontre avec l'Ambassadeur M. Adrianus Koetsentuitter, représentant de l'Union européenne en Tunisie.

17h : Cérémonie d'ouverture de l'exposition « L'âge d'or des sciences arabes » à la Cité des sciences de Tunis, réalisée par l'Université libre de Bruxelles (ULB).

19h : Retour à l'hôtel Mövenpick.

20h20 : Départ vers la résidence du délégué de la Communauté française et de la Région wallonne.

20h30 : Buffet dînatoire offert par le délégué de la Communauté française et de la Région wallonne, M. Daniel Soil à sa résidence.

Vendredi 16 mars 2012

Départ vers Bruxelles.

*
* *

Les rapporteurs,

Hassan BOUSETTA.
Fauzaya TALHAOUI.

La présidente,

Nele LIJNEN.

- mevrouw Iqbal Gharbi, directrice van radio « Zitouna »;

- mevrouw Feza Mejri, journaliste bij *Radio Tunis Chaîne Internationale*;

- de heer Ziadh Krichen, hoofdredacteur van dagblad « *Le Maghreb* ».

15.30 uur : Ontmoeting met ambassadeur de heer Adrianus Koetsentuitter, vertegenwoordiger van de Europese Unie in Tunesië.

17 uur : Openingsplechtigheid van de tentoonstelling « *L'âge d'or des sciences arabes* » in de *Cité des Sciences de Tunis*, een realisatie van de *Université Libre de Bruxelles* (ULB).

19 uur : Terugkeer naar hotel Mövenpick.

20.20 uur : Vertrek naar de residentie van de afgevaardigde van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

20.30 uur : Dinerbuffet aangeboden door de afgevaardigde van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, de heer Daniel Soil, in zijn residentie.

Vrijdag 16 maart 2012

Vertrek naar Brussel.

*
* *

De rapporteurs,

Hassan BOUSETTA.
Fauzaya TALHAOUI.

De voorzitter,

Nele LIJNEN.